C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE CHICOUTIMI
MUNICIPALITÉ DE SAINT-FULGENCE

PROCÈS-VERBAL d'une **séance ordinaire** de la Corporation municipale de Saint-Fulgence, tenue le **7 juillet 2025 à dix-neuf heures trente**, à la salle du conseil, 253 rue Saguenay, à laquelle session sont présents :

M. Serge Lemyre,	maire	
Mme Sophie Desportes,	conseillère	district # 1
M. Henri-Paul Côté,	conseiller	district # 3
M. Robert Blackburn,	conseiller	district # 4
M. Adrien Belkin,	conseiller	district # 5
M. Martin Morissette,	conseiller	district # 6

EST ABSENTE :

Mme Dominique Baillargeon,	conseillère	district # 2
----------------------------	-------------	--------------

ASSISTE ÉGALEMENT :

M. Jimmy Tremblay,	directeur général et greffier-trésorier	
--------------------	---	--

AVIS DE CONVOCATION :

Monsieur Jimmy Tremblay, directeur général et greffier-trésorier, dépose devant le conseil un certificat de signification établi lui-même et monsieur Daniel Bélanger, journalier aux travaux publics, qui attestent avoir signifié l'avis de convocation de la présente séance, à tous les membres du conseil dans les délais prévus par le Code municipal du Québec.

1.- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR :-

C-2025-105

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE l'ordre du jour suivant soit adopté :

0.- Ouverture de la séance ordinaire et constatation du quorum

1.- Adoption de l'ordre du jour

2.- Approbation du procès-verbal :-

2.1 Séance ordinaire du 2 juin 2025

3.- Affaires spéciales :-

3.1 Maire suppléant, nomination

4.- Correspondance

5.- Aide aux organismes

6.- Affaires diverses :-

6.1 Polos pour pompiers (6), Graf-X, autorisation

6.2 Projet Amélioration des connaissances sur l'habitat de fraie de l'éperlan arc-en-ciel du Saguenay pour une protection cohérente de cette population, Comité Zip Saguenay-Charlevoix, appui

6.3 Nouvelle caserne et achat de camions d'incendie, règlement d'emprunt, autorisation pour commencer les procédures

7.- Urbanisme :-

7.1 Dérogations mineures :

7.1.1 Madame Stéphanie Tremblay : Lot 6 088 799, 91 route Morissette, (DM-25-178)

7.1.2 Monsieur Sylvain Tardif : Lot 6 646 132, 97 chemin Lemieux (DM-25-179)

7.1.3 Madame Caroline Lavoie: Lot 6 614 671, route de Tadoussac (DM-25-180)

7.2 Demande d'usage conditionnel

7.2.1 Monsieur François Guillot : 161 chemin du lac Léon, demande d'usage conditionnel, résidence de tourisme

7.3 Demande à la CPTAQ :

7.3.1 Demande d'autorisation à la CPTAQ : Lots 5 936 549, 5 936 805, 5 937 136, route de Tadoussac

8.- Règlements :-

8.1 Règlement Omnibus municipal 2025-05 relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique applicables aux municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay

8.1.1 Avis de motion

8.1.2 Projet de règlement, adoption

9.- Approbation des comptes

10.- Compte rendu des comités

11.- Varia :-

11.1

11.2

12.- Période de questions du public

13.- Prochaine séance ordinaire du conseil, le lundi 4 août 2025, 19h30

14.- Levée de la séance

2.- APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL :-

2.1 Séance ordinaire du 2 juin 2025

C-2025-106

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE le procès-verbal de la **séance ordinaire du 2 juin 2025** soit adopté dans sa forme et teneur.

3.- AFFAIRES SPÉCIALES :-

3.1 Maire suppléant, nomination

C-2025-107

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE **monsieur Henri-Paul Côté**, conseiller, soit nommé maire suppléant pour les trois (3) prochains mois;

QUE le maire suppléant, Henri-Paul Côté, agisse également pour représenter la municipalité à la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'agir du maire, ou de vacances de son poste;

ET QUE copie de la résolution soit transmise à la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay.

4.- CORRESPONDANCE :-

- 1.- Madame Sabrina Girard, technicienne en droit, Ville de Saguenay, transmet les règlements VS-RU-2025-37 et VS-RU-2025-31 ainsi que le projet de règlement ARP-296.
- 2.- Les municipalités de Kazabazua, Clermont, Sainte-Julienne ainsi que la ville de Senneterre transmettent une résolution ayant pour titre « *Projet de loi 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la ville de Blainville* ».
- 3.- La municipalité de Pontiac transmet une résolution ayant pour titre « *Appui à la municipalité de Ste-Christine concernant la dénonciation au gouvernement du Québec en lien avec l'absence d'ajustement financier de certains programmes destinés aux municipalités en raison de la situation économique actuelle* ».
- 4.- La municipalité de Sainte-Justine-de-Newton transmet une résolution ayant pour titre « *Dénonciation des coupures au programme Emplois d'été Canada* ».

5.- AIDE AUX ORGANISMES :-

Aucune demande

6.- AFFAIRES DIVERSES :-

6.1 Polos pour pompiers (6), Graf-X, autorisation

C-2025-108

CONSIDÉRANT QUE monsieur Dany Caron, chef pompier, a demandé une soumission à l'entreprise Graf-X pour 6 polos avec logo et nom plus, au dos, le logo du service incendie;

CONSIDÉRANT QUE la facture se chiffre à 187 \$, plus taxes (215 \$);

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

APPUYÉ PAR madame la conseillère Sophie Desportes

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

D'ACCEPTER la soumission de Graf-X, datée du 24 avril 2025 et signée par monsieur François Gaudet, pour un montant total de 215 \$;

ET DE DONNER l'autorisation au chef pompier d'en faire faire la confection.

6.2 Projet Amélioration des connaissances sur l'habitat de fraie de l'éperlan arc-en-ciel du Saguenay pour une protection cohérente de cette population, Comité Zip Saguenay-Charlevoix, appui

C-2025-109

CONSIDÉRANT une demande d'appui, en provenance du Comité Zip Saguenay-Charlevoix, concernant le projet « *Amélioration des connaissances sur l'habitat de fraie de l'éperlan arc-en-ciel du Saguenay pour une protection cohérente de cette population* »;

CONSIDÉRANT QUE ce projet est initié par le Comité Zip Saguenay-Charlevoix qui fait une demande de financement au Fonds pour dommages à l'environnement d'Environnement et Changement climatique Canada;

CONSIDÉRANT QUE l'organisme croit que cette initiative structurante, visant à améliorer les connaissances spécifiques à l'écologie reproductive de cette population et des menaces cumulatives des dommages environnementaux sur ces frayères, est primordiale;

CONSIDÉRANT QUE le Comité Zip Saguenay-Charlevoix mentionne qu'il est essentiel d'orienter et de promouvoir des actions cohérentes pour la protection de cet habitat qui lui est essentiel, tout en favorisant l'éducation, la sensibilisation et la mobilisation des acteurs locaux;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

D'APPUYER le Comité Zip Saguenay-Charlevoix dans sa demande de financement au Fonds pour dommages à l'environnement d'Environnement et Changement climatique Canada;

ET DE TRANSMETTRE cette résolution à monsieur Félix Audet Robitaille, directeur général, comité Zip Saguenay-Charlevoix.

6.3 Nouvelle caserne et achat de camions d'incendie, règlement d'emprunt, autorisation pour commencer les procédures

C-2025-110

CONSIDÉRANT QUE la caserne de pompier actuelle n'est plus aux normes de la sécurité civile et ne peut être modifiée en conséquence;

CONSIDÉRANT QUE certains véhicules de la flotte sont âgés de plus de 28 ans;

CONSIDÉRANT QUE la maintenance ne peut compenser l'âge des véhicules et qu'il faut se doter de véhicules fiables afin d'assumer nos responsabilités en regard de la politique de couverture de risques d'incendie;

CONSIDÉRANT QUE le temps d'attente afin d'obtenir le ou les véhicules est de plus d'une année;

CONSIDÉRANT QUE le montant demandé, par cette résolution, représente l'ensemble des investissements du projet de la caserne et des véhicules, faisant abstraction des montants à recevoir par les différents ministères à travers les programmes de subventions;

CONSIDÉRANT QU' une subvention du Programme d'Amélioration et de Construction d'Infrastructures Municipales (PRACIM) est provisoirement accordée et établi entre 76 et 84% sur la caserne de pompiers sur un prix budgétaire d'environ 3 900 000 \$;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord, dans le cadre de la délégation de pouvoir, est assujettie à payer 1/3 de ce montant en ce qui concerne la nouvelle caserne incendie;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement du camion incendie est établi à 1 200 000 \$;

CONSIDÉRANT QU' aucune subvention n'est accordée par les ministères pour l'achat de camions d'incendie;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord, dans le cadre de délégation de pouvoir, est assujettie au 1/3 de ce montant;

POUR CES MOTIFS ET APRÈS UN VOTE DES CONSEILLERS:

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE la Municipalité de Saint-Fulgence commence les procédures en ce qui concerne le règlement d'emprunt évalué à six (6) millions de dollars pour la construction d'une nouvelle caserne incendie et de se doter de remplacement de camions d'incendie;

ET QUE cette résolution soit transmise à la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord.

7.- URBANISME :-

7.1 Dérogations mineures

7.1.1 Madame Stéphanie Tremblay : Lot 6 088 799, 91 route Morissette, (DM-25-178)

C-2025-111

Monsieur Robert Blackburn, conseiller municipal et membre du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU), explique sommairement l'effet de cette demande de dérogation mineure.

Personne ne requiert de l'information.

CONSIDÉRANT QUE madame Stéphanie Tremblay a demandé une dérogation mineure au règlement numéro 2015-03 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les dispositions du règlement sur les dérogations mineures numéro 2015-07;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement n'est pas situé à l'intérieur du périmètre urbain;

CONSIDÉRANT QUE les surfaces vitrées seront plus esthétiques que des toiles servant d'abri temporaire;

CONSIDÉRANT QU' il s'agit d'utiliser la profondeur de la galerie existante sur 6.7 mètres de largeur;

CONSIDÉRANT QU' un abri d'auto avec 4 poteaux et un toit seront plus esthétiques qu'un abri d'auto temporaire;

CONSIDÉRANT QUE la propriété de madame Tremblay possède une superficie de 33.2 hectares, suffisant pour l'implantation d'un garage isolé;

CONSIDÉRANT QUE les demandes ont été étudiées par le comité consultatif d'urbanisme, qui a donné un avis à sa réunion du 25 juin 2024;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général et greffier-trésorier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1), le 23^e jour du mois de juin 2025, conformément à la loi qui régit la municipalité;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les membres du conseil municipal de Saint-Fulgence:

- a. **Accordent** l'agrandissement de la maison par l'ajout d'un portique en cour avant, contrairement aux usages autorisés dans les cours avant selon l'article 9.2.2 du règlement de zonage 2015-03, sur le lot 6 088 779 étant le 91 chemin Morissette;
- b. **Accordent, avec conditions,** de remplacer un abri en toile qui se détériore sous le poids de la neige par un abri d'auto isolé constitué de quatre poteaux et d'un toit. Il y aura 7 bâtiments complémentaires au lieu de 3, contrairement à l'article 12.5.3., règlement 2015-03. **Cette construction ne devra pas être fermée et ne pas comporter de toit en tôle galvanisée;**
- c. **Refusent** la construction d'un bâtiment complémentaire sur un terrain vacant contrairement à l'article 12.2, règlement 2015-03;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

7.1.2 Monsieur Sylvain Tardif : Lot 6 646 132, 97 chemin Lemieux (DM-25-179)

C-2025-112

Monsieur Robert Blackburn, conseiller municipal et membre du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU), explique sommairement l'effet de cette demande de dérogation mineure.

Personne ne requiert de l'information.

CONSIDÉRANT QUE monsieur Sylvain Tardif demande une dérogation mineure au règlement numéro 2015-03 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les dispositions du règlement sur les dérogations mineures numéro 2015-07;

CONSIDÉRANT QUE le garage ne sera pas plus haut que le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment sera situé en cour latérale à 25 mètres de la limite de propriété avant;

CONSIDÉRANT QUE la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 25 juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général et greffier trésorier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1), le 23 juin 2025, conformément à la loi qui régit la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de monsieur Tardif en raison du préjudice sérieux que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les membres du conseil municipal de Saint-Fulgence **acceptent** une dérogation mineure pour la construction d'un bâtiment complémentaire de 6.09 mètres de haut au lieu de 5 mètres, tel que prescrit à l'article 12.5.7 du règlement de zonage 2015-03 sur l'immeuble qui sera situé au 97 chemin Lemieux (DM-25-179);

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

7.1.3 Madame Caroline Lavoie (9507-7509 Québec Inc.): Lot 6 614 671, route de Tadoussac (DM-25- 180)

C-2025-113

Monsieur Robert Blackburn, conseiller municipal et membre du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU), explique sommairement l'effet de cette demande de dérogation mineure.

Personne ne requiert de l'information.

CONSIDÉRANT QUE madame Caroline Lavoie (9507-7509 Québec Inc.) demande une dérogation mineure au règlement numéro 2015-03 régissant le zonage;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les dispositions du règlement sur les dérogations mineures numéro 2015-07;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments avoisinants sont alignés sur une marge de ±10m et moins;

CONSIDÉRANT QUE la demande précitée a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme qui a donné un avis favorable à sa réunion du 25 juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général et greffier trésorier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1), le 23 juin 2025, conformément à la loi qui régit la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE le conseil juge nécessaire de faire droit à la demande de madame Lavoie en raison du préjudice que pourrait lui causer l'application du règlement, qu'elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme et ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les membres du conseil municipal de Saint-Fulgence **acceptent** une dérogation mineure pour la construction d'une résidence bifamiliale isolée dont la marge avant serait de 10 mètres au lieu de 20 mètres, tel que prescrit à l'article 18.2.3 du règlement de zonage 2015-03 concernant les règles minimales d'implantation en bordure du réseau routier supérieur portant sur le lot 6 614 671 situé en bordure de la route de Tadoussac (DM-25-180);

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

7.2 Demande d'usage conditionnel

7.2.1 Monsieur François Guillot : 161 chemin du lac Léon, demande d'usage conditionnel, résidence de tourisme

C-2025-114

Monsieur Robert Blackburn, conseiller municipal et membre du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU), explique sommairement l'effet de cette demande de dérogation mineure.

Personne ne requiert de l'information.

CONSIDÉRANT QUE la demande d'usage conditionnel de monsieur François Guillot consiste à l'opération d'une résidence de tourisme à même la résidence;

CONSIDÉRANT QUE l'hébergement touristique de type résidence de tourisme est soumis au règlement sur les usages conditionnels;

CONSIDÉRANT QUE la résidence fait partie de la zone V98 au plan de zonage de la municipalité où les résidences de tourisme sont autorisées comme usage conditionnel;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande a pour but d'augmenter la capacité d'hébergement à l'intérieur des limites de la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE l'usage demandé respecte les conditions et objectifs prévus au règlement sur les usages conditionnels;

CONSIDÉRANT QUE la résidence devra respecter les dispositions relatives à la sécurité, telles qu'établies à l'article 4.2.3 du règlement 2015-10 (usages conditionnels);

CONSIDÉRANT QUE le directeur général et greffier-trésorier a publié l'avis prévu à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.Q. ch. A-19.1), le 23 juin 2025, conformément à la loi qui régit la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE la demande a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme, qui a donné son avis favorable à sa réunion du 25 juin 2025;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les membres du conseil municipal **acceptent** la demande d'usage conditionnel de monsieur François Guillot consistant en l'opération d'une résidence de tourisme, au 161 chemin du lac Léon, selon les conditions du règlement 2015-10 qui traitent des usages conditionnels concernant l'hébergement de courte durée;

ET QUE copie de la présente résolution soit transmise au requérant conformément à la Loi.

7.3 Demande à la CPTAQ

7.3.1 Demande d'autorisation à la CPTAQ : Lots 5 936 549, 5 936 805, 5 937 136, route de Tadoussac

C-2025-115

Monsieur Jimmy Tremblay, directeur général et greffier-trésorier, explique sommairement l'effet de cette demande de dérogation mineure.

Personne ne requiert de l'information.

CONSIDÉRANT QUE monsieur Gilbert Turcotte, pour la Ferme du Ruisseau Lo-Gi-Ro inc., a fait le dépôt d'une demande à la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec (CPTAQ), et ce, pour l'utilisation à des fins autres qu'agricoles;

CONSIDÉRANT QUE la partie visée par la demande est formée des lots **5 936 549, 5 936 805, 5 937 136** et consiste à construire une résidence bifamiliale pour remplacer la résidence unifamiliale qui a été incendiée;

CONSIDÉRANT QUE l'autorisation de cette demande n'affecterait pas l'homogénéité du milieu;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble bénéficie d'une reconnaissance de droits acquis #449748;

CONSIDÉRANT QU' il y a d'autres espaces disponibles ailleurs sur le territoire de la Municipalité pour l'usage demandé, mais que l'emplacement choisi :

- Respecte le règlement de zonage de la Municipalité;
- Possède un potentiel agricole de classe 4, et qu'il comporte des facteurs limitatifs pour la culture;
- Est desservi par l'aqueduc municipal;
- L'espace occupé par l'unifamilial est le même que pour le bâtiment bifamilial;

POUR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Martin Morissette

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les membres du conseil municipal **appuient** le dépôt de la demande d'autorisation pour une utilisation à des fins autres que l'agriculture à la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec (CPTAQ), présentée par monsieur Gilbert Turcotte, pour la Ferme du Ruisseau Lo-Gi-Ro inc., et consistant à remplacer une résidence unifamiliale incendiée, bénéficiant d'une reconnaissance de droits acquis, par une résidence bifamiliale sur le même site que celui occupé par la maison incendiée sur la propriété constituée des lots **5 936 549, 5 936 805, 5 937 136;**

ET QUE la résolution soit transmise à la CPTAQ.

8.- RÈGLEMENTS :-

8.1 Règlement Omnibus municipal 2025-05 relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique applicables aux municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay

8.1.1 Avis de motion

Monsieur Henri-Paul Côté, conseiller, donne avis qu'à une séance ultérieure de ce conseil, proposera ou fera proposer pour adoption le **Règlement Omnibus municipal numéro 2025-05** relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique applicables aux municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay.

8.1.2 Projet de règlement, adoption

C-2025-116

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'*Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec* la MRC du Fjord-du-Saguenay doit veiller à l'uniformisation de la réglementation municipale relative à la paix, à l'ordre et à la sécurité publique des municipalités locales du territoire;

CONSIDÉRANT QU'au cours de l'année 2022, des irrégularités ont été constatées dans plusieurs règlements harmonisés des municipalités locales et qu'une révision de l'ensemble de ceux-ci devait être effectuée;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sécurité publique a recommandé, en 2023, la fusion des règlements municipaux harmonisés en un seul règlement Omnibus devant être adopté par l'ensemble des municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement Omnibus devait fusionner les règlements harmonisés suivants :

- Règlement sur les nuisances (900), Règlements 00-144 et 09-178;
- Règlement concernant le stationnement, la circulation et la sécurité publique (901), Règlements 00-143, 2019-05 et 2014-11;
- Règlement ayant pour objet la propreté, la sécurité, la paix et l'ordre dans les endroits publics (902), Règlements 00-146 et 2014-07;
- Règlement concernant les systèmes d'alarme (903), Règlement 98-134
- Règlement concernant le colportage (904), Règlement 98-133
- Règlement concernant l'utilisation extérieure de l'eau (905), Règlement 00-141;

CONSIDÉRANT QUE le mandat de fusionner les règlements municipaux harmonisés a été donné à la MRC et que la fusion des règlements a été effectuée au cours de l'année 2024;

CONSIDÉRANT QU' un projet de règlement Omnibus a été reçu une première fois pour commentaires le 21 août 2024;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement Omnibus a été présenté au comité de sécurité publique avec les commentaires des municipalités locales les 22 septembre et 21 octobre 2024;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sécurité publique a statué sur l'ensemble du règlement Omnibus et des commentaires formulés par les municipalités locales;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sécurité publique a recommandé l'adoption du projet de règlement Omnibus lors de la rencontre du 25 novembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE la MRC recommande également l'adoption du projet de règlement Omnibus via la résolution numéro C-25-01-11;

CONSIDÉRANT QU' il est dans l'intérêt de la municipalité d'avoir un règlement relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique et que celui-ci soit harmonisé avec l'ensemble des autres municipalités locales de la MRC;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a procédé au dépôt, à la présentation du projet de règlement et à l'avis de motion lors de la séance du conseil du **7 juillet 2025**, conformément à l'article 445 du Code municipal ;

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 445 du Code municipal, une copie du règlement a été transmise à tous les conseillers, le 1^{er} juillet dernier et une copie du projet de règlement sera disponible au public à la réception de la municipalité;

PAR CES MOTIFS :

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

D'ADOPTER le **projet de règlement Omnibus municipal numéro 2025-05** relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique applicables aux municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay.

9.- APPROBATION DES COMPTES :-

C-2025-117

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Robert Blackburn

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

QUE les comptes suivants soient approuvés et que le paiement en soit autorisé :

Achille Tremblay & Fils Ltée,	7 099.50 \$
APSAM,	555.00 \$
Ass. des gestionnaires en sécurité incendie,	402.41 \$
Ass. des propriétaires du lac Pezard,	1 779.39 \$
Ass. des propriétaires du lac Laurent et José,	1 968.94 \$
Ass, des propriétaires du lac Roger,	751.14 \$
Club Saint-François-Xavier Inc.,	2 925.40 \$
Automobiles Perron Chicoutimi,	216.55 \$
Batterie Spécialité,	827.82 \$
Beaulieu Totale Sécurité,	1 063.23 \$
Blackburn & Blackburn Inc.,	168.84 \$
Blackburn Robert,	183.95 \$
Marc Blanchette,	265.36 \$
Camions Avantage Inc.,	1 736.61 \$
Dévicom,	117.28 \$
Englobe Corp.,	3 282.54 \$
Les Entreprises Danis Maltais,	15 501.52 \$
Entreprise Cyrille Tremblay,	5 501.51 \$
Les Entreprises Villeneuve,	482.90 \$
Eurofins Environex,	1 137.69 \$
Excavation Clément Tremblay,	8 585.17 \$
Excavation R & R Inc.,	2 184.53 \$
Fédération québécoise des municipalités,	737.68 \$
Financière Sun Life,	88.78 \$
Fonds de l'information foncière sur le territoire,	54.00 \$
Forestier Urbain Saguenay,	1 149.75 \$
FQM Assurances,	140.61 \$
Garage Bergeron Tremblay Inc.,	68.88 \$
Guy Villeneuve Excavation,	23 049.62 \$
Info Page,	271.17 \$
Inter-Lignes,	10 578.05 \$
Intermec Sports,	353.23 \$
Javel Bois-Francis Inc.,	477.44 \$
LCR Vêtements et chaussures Inc.,	437.16 \$
Les Maîtres d'œuvre (1993) Inc.,	22 806.09 \$

Les Produits énergétiques GAL Inc.,	1 561.12 \$
Lettrage Express,	344.93 \$
Location d'Équipement Maximum,	11 336.34 \$
Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord,	1 117.26 \$
Nord-Flo,	42 927.17 \$
Nutrinor Ferme et Maison,	17.15 \$
Pic Construction Co. Ltée,	31 069.23 \$
Pneu Mécanique AP,	1 540.24 \$
Princess Auto,	1 156.51 \$
Produits BCM Ltée,	125.75 \$
Les Produits sanitaires Lépine,	174.13 \$
Québec Municipal,	379.42 \$
Raymond Chabot Grant Thornton,	7 243.43 \$
Super Sagamie Plus,	2 782.44 \$
Sanidro Inc.,	4 685.02 \$
Serrurier Y.C. Fillion Inc.,	31.97 \$
Signis Inc.,	132.22 \$
Société de Transport du Saguenay,	8 548.46 \$
Spécialités YG Ltée,	813.27 \$
Tétra Tech Q1 Inc.,	6 675.73 \$
Tremblay Lina,	19.80 \$
Ville de Saint-Honoré,	158.00 \$
WSP Canada Inc.,	20 295.40 \$

FACTURES DÉJÀ PAYÉES

Financière Sun Life (04-06-2025),	6 011.91 \$
Fondaction (04-06-2025),	769.20 \$
Ministre du revenu (04-06-2025),	22 380.59 \$
Receveur général du Canada (04-06-2025),	1 537.14 \$
Receveur général du Canada (04-06-2025),	7 363.50 \$
Syndicat des employés municipaux (04-06-2025),	696.52 \$
Desjardins Sécurité Financière (04-06-2025),	8 480.14 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	1 948.07 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	441.19 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	337.79 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	279.43 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	800.23 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	1 822.21 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	35.12 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	964.33 \$
Hydro-Québec (05-06-2025),	4 134.11 \$
Société canadienne des postes (09-06-2025),	551.52 \$
Aubin Simon (18-06-2025),	46.85 \$
Bélanger André (18-06-2025),	49.09 \$
Bélanger Daniel (18-06-2025),	50.00 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	443.66 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	592.33 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	501.30 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	2,319.80 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	691.07 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	352.13 \$
Hydro-Québec (01-07-2025),	1 794.40 \$
Vidéotron Ltée (01-07-2025),	164.34 \$
Bell Canada (01-07-2025),	307.35 \$

10.- COMPTE RENDU DES COMITÉS :-

Monsieur Henri-Paul Côté fait un court résumé de la présentation du « Circuit gourmand ».

Il mentionne sa participation au Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités.

Il fait mention des données extraites du rapport annuel du réseau biblio.

Monsieur le Maire parle de l'activité, mobilisation citoyenne, organisée par Zip Saguenay-Charlevoix, le dimanche 15 juin dernier, qui consistait à faire du ramassage des nuisances sur les rives et la piste cyclable ainsi qu'identifier des herbes nuisibles. Il remercie la présence de bénévoles.

Également, il informe que la Sûreté du Québec est avisée concernant le problème avec les automobilistes qui s'amuse à faire des traces de pneu (beignes), sur l'asphalte.

Il revient sur les qualités exceptionnelles de nos entrepreneurs locaux et que la carte du « Circuit gourmand » devient un produit pour promouvoir nos entreprises. Il ajoute qu'un outil numérique apporterait une très grande valeur ajoutée à l'outil développé.

Il parle d'Ariane Phosphate qui a renouvelé son appellation de matériaux critiques au même titre que First Phosphate qui, elle, travaille principalement sur les gisements. Il donne des explications sur ce développement.

Monsieur Robert Blackburn prend la parole afin d'annoncer ses intentions politiques.

11.- VARIA :-

Aucun sujet

12.- PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC :-

Monsieur Roger Bolduc, lac Laurent José :

- Demande d'ajouter lac José au lac Laurent dans les comptes à payer.

Madame Rachel Simard, 288 rue Saguenay :-

- Poubelles sur la piste cyclable, juste à l'entrée. Ça serait bien qu'ils y en aient un peu plus.

Monsieur Jimmy Tremblay va relancer les employés de la voirie sur ce dossier.

- Demande si le nouveau camion qui circule est acheté ou loué.

Monsieur le maire répond qu'il est loué parce qu'il y en a un en réparation.

- Fait des compliments aux employés municipaux qui font l'entretien de la tonte du gazon, sur la piste cyclable très bien entretenue et autour de la municipalité également. Elle ajoute que ça donne une très belle image de la municipalité.

13.- PROCHAINE SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL, LE LUNDI 4 AOÛT 2025, 19H30

Monsieur le Maire informe que la prochaine séance ordinaire du conseil municipal se tiendra le lundi 4 août prochain.

14.- LEVÉE DE LA SÉANCE :-

C-2025-118

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Adrien Belkin

APPUYÉ PAR monsieur le conseiller Henri-Paul Côté

ET RÉSOLU UNANIMEMENT :

DE PROCÉDER à la levée de l'assemblée à 20h16.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ :-

Je soussigné, Jimmy Tremblay, directeur général et greffier-trésorier, certifie que des crédits sont disponibles pour les dépenses ci-haut décrites par le conseil de la Municipalité de Saint-Fulgence.

Maire

Directeur général et greffier-trésorier

Je, Serge Lemyre, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

JT/jl